



# Sudan's New Government Abandons Islamic Rule in Favor of Church/State Separation

By Hemant Mehta - September 6, 2020

## Le nouveau gouvernement du Soudan abandonne la loi islamique en faveur de la séparation Eglise/Etat

Le 9 sept. 2020

Traduction Didier Vanhoutte

Ces derniers mois, sous l'autorité d'un nouveau gouvernement de transition, le Soudan s'est rapidement éloigné de la domination islamique au profit d'une société plus laïque. Il a supprimé la peine de mort comme sanction pour apostasie, permis aux non-musulmans de boire de l'alcool en privé, abandonné les flagellations publiques, interdit les mutilations génitales féminines et autorisé les femmes à voyager seules avec leurs enfants sans avoir besoin de l'autorisation de leur mari.

Ce sont clairement des progrès – modestes. Mais on n'est quand même dans la situation où l'apostasie serait punie d'une petite amende. Ni dans celle où quiconque buvant chez soi serait sanctionné. Toute distance prise par rapport à la charia est importante.

Maintenant, le pays vient d'annoncer le plus grand changement de tous : après 30 ans de vie sous la domination islamique, un gouvernement laïque est officiellement mis en place.

Le Premier Ministre soudanais Abdalla Hamdok et Abdel-Aziz al-Hilu, l'un des chefs du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord, le groupe rebelle, a signé jeudi une déclaration à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, adoptant ce principe.

**« Pour que le Soudan devienne un pays démocratique où les droits de tous les citoyens seraient garantis, la constitution devrait être fondée sur le principe de 'séparation de la religion et de l'État' ; en son absence, un choix autonome des citoyens s'impose », est-il déclaré dans le document.**

La séparation est acquise au Soudan. Aux États-Unis, les citoyens doivent encore se battre pour elle, et la gouvernance laïque y est attaquée par l'administration actuelle qui est soutenue par les électeurs évangéliques blancs ; mais le Soudan, lui, adopte la séparation Eglise / Etat sans réserve.

Tout cela se déroule après l'éviction en avril 2019 du dictateur **Omar el-Béchir** et à la demande pressante du Mouvement populaire de libération du Soudan - Nord, travaillant avec un Conseil de transition souverain. Les changements sont évidemment importants puisqu'ils conduisent à l'établissement d'un nouveau gouvernement, mais il est trop tôt pour les qualifier de succès. Il y aura inévitablement de la résistance. Mais l'évolution se poursuit dans la bonne direction.

Le 9 sept. 2020

Traduction Didier Vanhoutte